

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 4792 - JEUDI 11 JUILLET 2024

CONGO-UNION EUROPÉENNE

Près de 50 milliards FCFA dédiés
aux projets

Arrivé au terme de son mandat diplomatique en République du Congo, l'ambassadeur de l'Union européenne, Giacomo Durazzo, a salué le 9 juillet à Brazzaville l'excellence de la coopération entre les deux partenaires reposant sur une vingtaine de projets estimés à près de 50 milliards de francs CFA.

Il s'est exprimé à l'issue d'un entretien avec la ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, ordonnatrice nationale du Fonds européen de développement.

Page 3



La ministre recevant Giacomo Durazzo (au centre)/Adiac

DÉPARTEMENT DES PLATEAUX

Djambala accueille la caravane
de l'entrepreneuriat

Les officiels et les bénéficiaires de la caravane à Djambala

La caravane de l'entrepreneuriat a été lancée à Djambala, chef-lieu du département des Plateaux, par la ministre des Petites et moyennes entreprises et de l'Artisanat, Jacqueline Lydia Mikolo.

L'événement qui est à sa troi-

sième édition vise à enrôler les porteurs de projets, à les sensibiliser aux opportunités de création d'emplois qui existent dans la localité et à les assister dans l'élaboration des plans d'affaires.

Page 16

NUMÉRIQUE

Des étudiants en formation



Des étudiants en formation

L'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) organise, du 9 au 12 juillet, à Brazzaville une formation sur la gestion des projets numé-

riques au profit des étudiants congolais. Selon le représentant de l'AUF au Congo, le Pr Edouard Ngamoutsika, l'objectif est de mettre à la dis-

position des apprenants des outils de base pour la gestion des projets dans le domaine du numérique.

Page 16

MÉDIAS PUBLICS

Le personnel en grève à compter du 15 juillet

Réunis le 9 juillet à Brazzaville, les membres et sympathisants du Syndicat libre des agents de la communication du Congo ont décidé d'observer une grève illimitée à partir du 15

juillet. Leur décision est motivée, selon eux, par la non prise en compte par le gouvernement de leur cahier de revendications.

Éditorial

Donner plus

Page 2

ÉDITORIAL

Donner plus

Le tirage au sort de la prochaine Coupe d'Afrique des nations Maroc 2025 a placé le Congo dans le groupe K avec l'Afrique du Sud, l'Ouganda et le Soudan du sud. Briser enfin le plafond de verre d'une qualification à la phase finale qui fuit le Congo voici bientôt dix longues années, tel est le souhait des Congolais lassés de ce long passage à vide des Diabes rouges.

La théorie selon laquelle on apprend peu par la victoire, mais beaucoup par la défaite tarde à produire ses effets. Le chemin vers la qualification ne sera pas si simple comme on le croit mais plein d'embûches. Et les retrouvailles entre le Congo et son ancien sélectionneur, le Belge Paul Put, devenu l'actuel coach de l'Ouganda, alimentent déjà les conversations surtout après la débâcle des Congolais face aux Marocains lors des éliminatoires de la Coupe du monde 2026.

Les performances actuelles de l'équipe nationale, notre bien commun inquiètent. Ce qui est vrai lorsqu'on s'unit, on peut aller au-delà de nos faiblesses. Car le renouveau du football ne peut s'envisager que dans un esprit où tous les acteurs regardent dans la même direction. On réussit à réaliser en effet une œuvre de grande envergure grâce aux efforts individuels et collectifs. C'est ainsi que des changements dans la préparation de l'équipe nationale s'imposent pour lui permettre de franchir un palier.

Aux joueurs de donner le maximum de ce qu'ils peuvent physiquement, mentalement et techniquement. Il leur faut surtout être ambitieux, offensifs et créatifs. Ce n'est qu'au prix d'efforts conjugués qu'ils pourront effacer les contre-performances. La réussite passera aussi par la volonté du ministère des Sports et de la Fédération congolaise de football à se surpasser et harmoniser leurs vues sinon les mêmes causes produiront les mêmes effets. C'est en associant nos forces que l'on peut vaincre.

Les Dépêches de Brazzaville

ENVIRONNEMENT

Les directeurs départementaux recyclés

Le contrôle des installations classées de l'environnement a fait l'objet d'un séminaire de recyclage des directeurs départementaux du ministère de l'Environnement dont la ministre, Arlette Soudan-Nonault, a clos les travaux.

Une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) est une installation exploitée ou détenue par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peut présenter des dangers ou des nuisances pour la commodité des riverains, la santé, la sécurité, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement, la conservation des sites et des monuments.

Pour réduire les risques et les impacts relatifs à ces installations et évaluer leurs aléas technologiques, les textes définissent et encadrent les procédures et la manière dont ces installations doivent être gérées.

Outre le contrôle des ICPE, les

participants au séminaire se sont imprégnés de plusieurs notions et thématiques liées à la protection de l'environnement au Congo, notamment les nouveaux textes d'application ainsi que les procédures des règles y relatives. Ils se sont aussi rendus sur les installations de plusieurs entreprises. « Des méthodes de contrôle des installations classées pour l'environnement et les inspections régaliennes nous ont été enseignées. Nous nous sommes rendus sur plusieurs installations d'usines, carrières, chambres froides... et avons vérifié aussi leurs sources de pollutions », a déclaré Nadège Baketiba, directrice départementale de l'Environnement dans le département du Pool.

L'initiative émane de « la première loi portant orientation du développement durable, promulguée en 2022 et mise à jour trente-deux ans après celle de 1991 qui promulgue une nouvelle loi portant gestion durable de l'environnement en 2023. Tout cela permet de disposer d'un cadre juridique adapté en tenant compte de l'évolution des enjeux environnementaux locaux et internationaux pour répondre aux différentes conventions dont nous sommes pays partie. Cette loi prévoit le développement d'arsenals juridiques de suivi locaux et globaux », a indiqué la ministre Arlette Soudan-Nonault.

Les missions de contrôle des ICPE font partie du rôle régalién de l'Etat. « Nous sollicitons l'appui du ministère français de la Transition écologique, au travers de sa direction générale de la Prévention des risques, en vue de nous accompagner dans le processus de la mise en place du cadre juridique et le renforcement des capacités opérationnelles des agents de remettre en application la loi sur le terrain », a renchéri la ministre.

Fortuné Ibara

« La première loi portant orientation du développement durable, promulguée en 2022 et mise à jour trente-deux ans après celle de 1991 qui promulgue une nouvelle loi portant gestion durable de l'environnement en 2023. Tout cela permet de disposer d'un cadre juridique adapté en tenant compte de l'évolution des enjeux environnementaux locaux et internationaux pour répondre aux différentes conventions dont nous sommes pays partie. Cette loi prévoit le développement d'arsenals juridiques de suivi locaux et globaux »

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossilé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistent à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :

Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepe chesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

CONGO-UE

Giacomo Durazzo salue de bonnes perspectives de coopération

L'Union européenne (UE) est l'un des partenaires de la République du Congo avec un portefeuille estimé à près de 50 milliards FCFA pour une vingtaine de projets socioéconomiques. En fin de mandat, l'ambassadeur de l'UE, Giacomo Durazzo, a évoqué, le 9 juillet à Brazzaville, l'état de la coopération avec le Congo.

L'ambassadeur sortant de l'UE, Giacomo Durazzo, s'est montré rassurant sur la coopération Congo-UE. Il a été reçu par la ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, ordonnatrice nationale du Fonds européen de développement. « C'était ma dernière rencontre officielle avec la ministre du Plan. Il y a toujours quelques amertumes quand on quitte un pays, mais je trouve qu'en tout cas le Congo est un pays fantastique. Travailler avec la ministre du Plan et son équipe a été une très belle expérience », a déclaré Giacomo Durazzo.

Au cours des trois dernières années, la collaboration entre la délégation de l'UE et le gouvernement congolais s'est densifiée, allant de la gouvernance (économique, forestière) à la digitalisation en passant par des projets liés aux infrastructures. La coopération dans le domaine forestier, avec notamment la



La ministre s'entretient avec Giacomo Durazzo (au centre) Adiac

toute récente conférence sur l'afforestation et le reboisement, d'après l'ambassadeur sortant, s'est développée et diversifiée en tenant compte

des priorités des autorités congolaises contenues dans le Plan national de développement 2022-2026.

Le partenaire européen a dé-

bloqué, en effet, 15 millions d'euros, soit environ 10 milliards FCFA, pour financer la digitalisation des services publics, l'assistance technique

et l'amélioration de la gouvernance du secteur. La modernisation du secteur public et privé au Congo constitue l'une des priorités des deux parties. « Nous avons le projet sur la digitalisation, que je trouve très important, qui accompagne vraiment le changement important lié aux aspects sociaux, à l'accès aux services pour la population la plus démunie », a estimé Giacomo Durazzo.

Le projet « Villes résilientes », avec une assistance technique aux communes de Nkayi (Bouenza) et d'Owando (Cuvette), figure parmi les interventions phares de l'UE au Congo. Après la phase de formation du personnel des mairies et des comités locaux, les deux localités pilotes bénéficient des travaux de drainage des eaux pluviales. L'UE a accordé, pour cela, 21 milliards FCFA pour l'ensemble du projet, dont 12,5 milliards FCFA pour la construction des ouvrages de canalisation et d'assainissement.

Fiacre Kombo

« Nous avons le projet sur la digitalisation, que je trouve très important, qui accompagne vraiment le changement important lié aux aspects sociaux, à l'accès aux services pour la population la plus démunie »

AGRICULTURE

De jeunes entrepreneurs s'imprègnent du montage des plans d'affaires

Le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Paul Valentin Ngobo, a lancé, le 9 juillet à Brazzaville, une formation du Bureau international du travail (BIT) portant sur le montage des plans d'affaires selon la méthodologie germe.

Destinée à cent jeunes entrepreneurs issus des établissements professionnels du Congo, la formation qui fait suite au partenariat stratégique entre le BIT et le gouvernement congolais permet de développer une idée concrète d'entreprise. Elle s'inscrit dans le cadre de la convention entre le Projet de développement intégré des chaînes de valeurs agricoles au Congo (Prodivac) et le BIT et se fera selon la méthodologie Germe, c'est-à-dire « Gérer mieux votre entreprise ».

Les bénéficiaires bénéficieront également d'un appui méthodologique sur les outils du BIT, notamment le TRIE (Trouvez votre idée d'entreprise) et le CREE (Créer votre entreprise).

Outre le développement des entreprises juvéniles, l'ensemble de ce programme aidera à « ...créer plus des emplois décents pour les jeunes femmes et les hommes (...) dans le sec-

teur agricole et permet de soutenir la diversification de l'économie. Il renforce les axes stratégiques de la politique nationale de l'emploi, de sorte à offrir des meilleures perspectives aux jeunes », a indiqué Gloria Oket Ondako, coordonnatrice nationale du BIT.

Selon des sources, les perspectives économiques du Congo demeurent favorables, par contre le taux de chômage est estimé à 16% au plan national et à 25% pour les jeunes de 15 à 29 ans.

« Un taux de 50% du PIB, 80% des exportations et une importation de denrées alimentaires, soit 85% des besoins. Pour re-



Le podium lors de l'ouverture du séminaire Adiac

médier à cette situation, l'agriculture est énoncée dans des orientations stratégiques du gouvernement comme un pôle sectoriel de croissance. Le Projet de développement intégré des chaînes de valeurs agricoles au Congo est donc un levier important », a indi-

qué Christian Ilitch Akany, coordonnateur du Prodivac. Dans le cadre de l'entrepreneuriat, un plan d'affaires bien conçu est essentiel pour attirer des investisseurs, obtenir des financements et guider la croissance d'une entreprise et formaliser par écrit les

projections de développement d'une entreprise. Ainsi donc, face aux stratégies de lutte contre le chômage, le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Paul Valentin Ngobo, a déclaré : « C'est une formation prometteuse car elle offrira à nos jeunes l'opportunité de devenir des entrepreneurs compétents et innovants dans divers domaines. Un plan d'affaires est bien plus qu'un document. C'est la feuille de route de tout entrepreneur ».

Fortuné Ibara

« Une formation prometteuse car elle offrira à nos jeunes l'opportunité de devenir des entrepreneurs compétents et innovants dans divers domaines. Un plan d'affaires est bien plus qu'un document. C'est la feuille de route de tout entrepreneur »

TALANGAI

Début des travaux de traitement du ravin de Ngamakosso

Les travaux de traitement du ravin qui menace le château d'eau de Ngamakosso, dans le sixième arrondissement Talangai, ont déjà démarré. Le ministre d'Etat, ministre de l'Aménagement du territoire, des Infrastructures et de l'Entretien routier, Jean-Jacques Bouya, et son collègue en charge de l'Energie et de l'Hydraulique, Emile Ouosso, ont visité le chantier pour s'assurer de son effectivité.

L'érosion de Ngamakosso, déclarée depuis de longs mois, menaçait d'engloutir le grand château de la Congolaise des eaux qui alimente une grande partie des quartiers Nord de Brazzaville. Pour prévenir la catastrophe, le gouvernement a dégagé en urgence une enveloppe de 2 136 438 150 FCFA.

Les travaux déjà amorcés sous la supervision du Bureau de contrôle du bâtiment et travaux publics s'exécutent en deux lots. Le premier porte sur le traitement du ravin et consiste, entre autres, à stopper l'avancée de ce ravin, à capter et canaliser les eaux de ruissèlement vers un exutoire naturel en vue d'améliorer le cadre de vie de la population. Au plan technique, il s'agira de combler le ravin par la construction d'un collecteur sur deux kilomètres.

Le second lot porte sur l'aménagement de la voie d'accès au réceptacle par le terrassement et la construction d'un caniveau renforcé par des talus.

Les travaux engagés permettront de stabiliser l'avancée dangereuse de l'érosion et de protéger cette usine de production, de traitement et de distribution d'eau potable qui dessert la zone.

Saluant le lancement des travaux de traitement de ce ravin, le ministre d'Etat, ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Entretien routier, Jean-Jacques Bouya, a instruit l'entreprise adjudicatrice du marché de travailler avec abnégation pour stabiliser la situation avant la saison des pluies. Il a aussi enjoint les techniciens de son ministère à recenser au plus vite les parcelles qui sont dans le périmètre afin de pro-



Jean-Jacques Bouya suivant les explications des techniciens/Adiac

céder à leur indemnisation. Dans sa ronde, le ministre d'Etat s'est enquis aussi du niveau d'avancement des travaux de réhabilitation des voiries au boulevard Alfred-Raoul et de la deu-

xième sortie Nord de Brazzaville, devant l'Université Denis-Sassou-N'Guesso, à Kintélé.

Jean-Jacques Bouya a également visité le chantier de pavage de l'une des avenues

principales du quartier Domaine, dans le neuvième arrondissement, Djiri. Dans l'ensemble, les travaux s'exécutent à un rythme satisfaisant.

Firmin Oyé

PROGRAMME GMS & AFRICA

Des experts en gestion des ressources marines renforcent leurs capacités

Un atelier régional de renforcement des capacités des experts en charge de la gestion des ressources marines et côtières s'est ouvert, le 10 juillet à Brazzaville, sous la houlette du secrétaire général de la Commission internationale du bassin Congo-Oubangui-Sangha (Cicos).

Organisé par la Cicos, l'atelier de trois jours a pour objectif global le renforcement des capacités des experts de la région sur l'élaboration des produits et applications grâce aux données d'observation de la terre pour la gestion des ressources marines et côtières. Spécifiquement, il sera question de renforcer leurs capacités dans les domaines de surveillance et prévision des variables océanographiques ; surveillance et protection des zones de pêche/pêche illégale ; surveillance, cartographie et évaluation des zones côtières pour soutenir la gestion des zones côtières et remédier à la vulnérabilité.

Pour rappel, en février 2022, la Cicos, en partenariat avec huit structures africaines, à savoir l'Observatoire satellitaire des forêts de l'Afrique centrale, la Commission du bassin du Lac Tchad, le Centre de recherche en eau et changement climatique, la Régie des voies fluviales, l'Institut géographique du Burundi, la Commission intergouvernementale des forêts Afrique centrale (Comifac), le Bureau national des études techniques et développement de la Côte d'Ivoire,



La photo souvenir après l'ouverture de l'atelier/Adiac

l'Institut national de l'environnement de la Guinée équatoriale et l'Université de Kinshasa, a signé une subvention de financement pour conduire la thématique « Gestion de l'eau et des ressources naturelles (Gernac) pour le compte des dix pays de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) ». En effet, le programme GMS & Africa, avec sa composante Gernac, est un vecteur important qui contribue à l'atteinte de l'objectif de développement durable 6 des Nations unies,

de l'Agenda 63 et de la Vision de l'eau 2025 de l'Union africaine, de politique de l'eau de la CEEAC, du plan de convergence de la Comifac à l'horizon 2025 ainsi que ceux de la Vision partagée de la Cicos à l'horizon 2030.

Dans ce contexte, la Cicos a prévu, à travers les activités de la cross-fertilisation avec l'Université du Ghana, le renforcement des capacités des experts de six pays côtiers (Cameroun, République démocratique du Congo, Congo, Gabon, Guinée équatoriale et

Sao Tomé-et-Principe) à l'utilisation des outils nécessaires à l'élaboration des produits et services opérationnels en matière de gestion des ressources marines et côtières.

Après les résultats obtenus au cours de la première année de la phase II du programme GMS & Africa, il est apparu important de réunir des acteurs de la mise en œuvre du projet (partenaires) et les bénéficiaires des actions du projet, afin non seulement d'échanger sur les avancées de la mise en œuvre des activités, mais sur-

tout de s'approprier de la méthodologie du développement des géo-services et d'en saisir le processus de leur diffusion et utilisation par les bénéficiaires finaux.

Ainsi donc, face au programme GMS & Africa qui vise à accroître la maîtrise des technologies liées à la surveillance des ressources naturelles pour un développement durable, la secrétaire générale de la Cicos, Marie-Thérèse Itongo, a déclaré : « La portée des activités de ce projet n'est plus à démontrer. En effet, la maîtrise des outils pour élaborer des produits tels que les prévisions des variables océanographiques, les cartes des zones de pêche, etc., contribueront certainement à l'essor de l'économie bleue des pays que vous représentez et partant de la sous-région Afrique centrale. Eu égard à l'expérience accumulée pendant plusieurs années par l'Université du Ghana en matière de formation sur la pêche et la gestion des ressources marines et côtières, nous sommes rassurés et vous assurons de la qualité de deux formateurs commis à cette tâche ».

Guillaume Ondze

EXAMEN D'ÉTAT 2024

Onze détenus passent le BEPC à la Maison d'arrêt de Brazzaville

Incarcérés à la Maison d'arrêt et de correction de Brazzaville, onze détenus dont trois filles passent le Brevet d'études du premier cycle (BEPC), session de juillet 2024.

Le directeur de l'exécution des peines, Thierry Mayikanolé, a lancé les épreuves écrites le 9 juillet en présence des directeurs centraux de l'administration pénitentiaire. Les onze candidats ont, en effet, passé les épreuves des mathématiques le premier jour à l'instar des autres inscrits dans les centres à travers le pays. Selon le chef de centre, Antoine Mvouendé, l'examen se déroule normalement comme en témoigne la sérénité affichée par les apprenants. « Les candidats, tel que vous venez de voir dans la salle, sont en train de plancher sur les mathématiques. Nous avons lancé les épreuves à 9h 00 comme dans tous les autres centres. Il n'y a pas de problème, ils sont sereins, en train de travailler, et conscients de ce qu'ils font », a-t-il ex-



Des candidats du centre de la Maison d'arrêt de Brazzaville/DR

pliqué le premier jour. Les candidats ont, de leur côté, salué les efforts déployés par le directeur général de l'administration pénitentiaire pour

« Les candidats, tel que vous venez de voir dans la salle, sont en train de plancher sur les mathématiques. Nous avons lancé les épreuves à 9h 00 comme dans tous les autres centres. Il n'y a pas de problème, ils sont sereins, en train de travailler, et conscients de ce qu'ils font »

leur formation. *Ce qu'on nous a donné, c'est ce que nous avons fait pendant les cours* », a lâché un candidat.

Notons que le centre d'enseignement de la Maison d'arrêt et de correction de Brazzaville inscrit chaque année, depuis 2017, des candidats aux différents examens d'Etat, à l'initiative du directeur général de l'administration pénitentiaire, le colonel major Jean-Blaise Komo. Ceci conformément aux objectifs du gouvernement de faire des établissements pénitentiaires des zones d'éducation prioritaires dans le strict respect des droits humains. Outre le BEPC, ce centre a présenté cette année douze candidats au baccalauréat d'enseignement général.

Parfait Wilfried Douniama

EDUCATION

Examen des documents sur la santé de la reproduction

Les experts dans le domaine de l'éducation se réunissent, du 9 au 13 juillet, à Brazzaville afin d'examiner les documents de formation des enseignants sur l'éducation à la santé et au bien-être, ainsi que la lutte contre les violences basées sur le genre en milieu scolaire en vue de les valider.

L'objectif est de renforcer les capacités des enseignants à dispenser une éducation à la santé et au bien-être de qualité en tenant compte du contexte socioculturel du pays.

La formation regroupe des experts nationaux et internationaux, des formateurs, des enseignants, des représentants des organisations de la société civile, des agences des Nations unies. La formation a été lancée officiellement par le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou, en présence de la représentante de l'Unesco au Congo, Fatoumata Marega Barry. Pendant cinq jours, les enseignants suivront des communications sur différents thèmes : la santé physique et mentale, la sexualité, les relations saines, la prévention

des violences et les droits de l'homme.

La représentante de l'Unesco au Congo a souligné dans son mot de circonstance l'importance de la validation de ces guides qui permettront d'améliorer la santé des jeunes et des adolescents. Selon elle, la

situation sexuelle et reproductive des jeunes est une priorité pour l'Unesco.

Selon elle, de nombreux jeunes n'ont pas encore atteint une éducation en la matière complète et adaptée à leur âge. A cet effet, la situation entraîne des grossesses

précoces, les violences basées sur le genre et bien d'autres comportements déviants ayant des conséquences sur la santé avec l'augmentation des infections sexuellement transmissibles, le VIH et l'abandon scolaire.

Fatoumata Marega Barry a exploré les barrières sociales, culturelles et économiques qui mettent des limites d'accès aux jeunes dans les services de santé sexuelle et reproductive tels que les intrants, le dépistage, le traitement, les contraceptives. « Au Congo, l'Unesco a développé en 2022 une stratégie sur l'éducation pour la santé et le bien-être alignée aux Objectifs de développement durable (ODD 3, 4, 5 et 16) en lançant l'initiative « Nos droits, nos vies, notre avenir » visant à accompagner les pays africains dans l'amélioration de leur poli-

tique et programme scolaire pour l'éducation à la santé et au bien-être », a-t-elle rappelé, en ajoutant que « ce programme encourage le respect des droits de la personne, de l'égalité des sexes, en donnant aux enfants et aux jeunes des connaissances et moyennes nécessaires pour mener une vie saine et surproductive ». Le ministre Jean Luc Mouthou, lançant les travaux, a invité les enseignants à doubler d'efforts pour offrir aux enfants les meilleures conditions de développement et de réussite.

A cet effet, il a expliqué que l'intégration de ces deux modules dans le programme de formation des enseignants permettra de donner des outils nécessaires pour promouvoir des habitudes saines et prévenir des comportements à risque en milieu scolaire.

Lydie Gisèle Oko



Les experts dans le domaine de l'éducation/Adiac



AVIS A MANIFESTATION D'INTERETS / AMI N° 002/MASSAH/PSIPJ-UGP/2024

POUR LE RECRUTEMENT D'UN(E) RESPONSABLE EN COMMUNICATION DU PROJET DE PROTECTION SOCIALE ET D'INCLUSION PRODUCTIVE DES JEUNES (PSIPJ)

Dans le souci d'atténuer les risques du COVID-19 sur les conditions de vie des ménages, le Gouvernement de la République du Congo a négocié et obtenu auprès de l'Association Internationale de Développement, Groupe Banque mondiale, un financement additionnel pour le Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ), projet sous la tutelle du Ministère des Affaires Sociales, de la Solidarité et de l'Action Humanitaire (MASSAH).

L'objectif de développement du Projet est de fournir une aide au revenu d'urgence aux ménages touchés par la crise sanitaire et économique de la COVID-19 et d'accroître l'accès aux filets de sécurité productifs pour les ménages et les jeunes pauvres et vulnérables dans les zones de couverture du projet.

I. Mandat

Sous la supervision du Coordonnateur du Projet, le Responsable en Communication est responsable de toutes les activités relatives à la gestion de l'information, à la communication et à la sensibilisation de tous les acteurs impliqués (ménages, jeunes bénéficiaires, prestataires de formation, équipe d'exécution, Comité consultatif, ...) dans le projet. A ce titre, il travaille en étroite collaboration avec les autres membres de l'UGP-PSIPJ ainsi que les services extérieurs et autres structures impliquées dans l'exécution du projet.

II. Description des tâches

Le Responsable en communication mettra en œuvre les tâches suivantes :

- Définir le cadre global du système de communication à mettre en place pour une bonne visibilité des activités du projet ;
- Superviser les activités de l'agence de communication et /ou de toute autre structure qui appuie la communication du projet sur l'animation et la mobilisation sociale ;
- Élaborer et proposer un plan et des stratégies de communication pour toutes les activités du projet en lien avec les différentes composantes ;

- Concevoir et animer les activités de communication / information pour les apprenants potentiels afin de les sensibiliser sur les nouveaux programmes / cours de formation mis en place dans le cadre du projet ;
- Concevoir et produire des outils de communication du projet (spots, affiches, dépliants, prospectus, ...)

- Assurer l'information sur l'offre de compétences dans le cadre du projet ;
- Superviser la rédaction des communiqués et des dossiers de presse ;

- Contribuer à la mise en place de l'unité d'information du MASSAH prévu dans le cadre de ce projet ;
- Proposer un bulletin périodique de diffusion des informations du projet ;

- Animer et assurer la production régulière du bulletin d'information du projet ;
- Actualiser régulièrement la page Web et Facebook du projet diffusant aussi des informations sur les activités du projet ;

- Animer et assurer la mise à jour du site Web du projet ;
- Assurer la formation du personnel du MASSAH dans la gestion et l'actualisation régulière de la page / site Web ;

- S'assurer que la gestion du projet se fait de manière participative entre les différentes parties prenantes au projet (bénéficiaires, prestataires de formation, associations des jeunes, associations des maîtres-artisans, les arrondissements, les comités locaux de développement, les organisations d'entreprises et le secteur privé) ;

- Assurer l'insertion des publications de la procédure de passation de marchés (avis à manifestation d'intérêt ; avis d'appel d'offres ; résultats des procédures) dans la presse locale et internationale

- Veiller au renvoi des soumissions non ouvertes au cours des procédures de passation des marchés ;

- Faciliter le transfert d'informations en provenance ou à destination des partenaires gouvernementaux, bailleurs de fonds internationaux, partenaires privés et autres acteurs au développement ;

- Organiser des sessions d'information et de sensibilisation des populations cibles en vue de leur adhésion

- et implication au projet ;

- Assurer la vulgarisation des résultats du projet au niveau local, national et international ;

- Contribuer (en collaboration avec le spécialiste en communication de la BM au niveau de Brazzaville), à la création d'un blog pour la diffusion au niveau national et international des résultats du Projet ;

- Exécuter toute autre tâche que le coordonnateur viendrait à lui confier dans le cadre de l'exécution du projet.

et implication au projet ;

- Assurer la vulgarisation des résultats du projet au niveau local, national et international ;

- Contribuer (en collaboration avec le spécialiste en communication de la BM au niveau de Brazzaville), à la création d'un blog pour la diffusion au niveau national et international des résultats du Projet ;

- Exécuter toute autre tâche que le coordonnateur viendrait à lui confier dans le cadre de l'exécution du projet.

III. Profil du Consultant

Le Responsable en communication doit :

- Être titulaire d'un diplôme d'études universitaires en sciences et techniques de l'information et de la communication ou autre diplôme équivalent (minimum Bac +5) ;

- Avoir une expérience professionnelle d'au moins cinq (5) ans comme spécialiste en matière de planification et de mise en œuvre des activités de communication / information, d'animation des sessions communautaires, de gestion de l'information, de la communication et de l'animation des réseaux, des services web ainsi que le renforcement des capacités en communication. Une expérience des projets financés par des coopérations multilatérales et en particulier une expérience des projets financés par la Banque Mondiale est un atout.

- Avoir au moins réalisé une mission similaire dans le cadre de la gestion de projets financés par la Banque et /ou autres partenaires au développement ;

- Avoir une excellente maîtrise de l'outil informatique ;

- Avoir une excellente maîtrise des logiciels de communication : logiciel de publication (PAO) et de graphisme (Publishers, page - maker, adobe, illustrator, corel suite, ...) et des logiciels de communication web (CMS, blogs, site web, ...)

- Posséder de bonnes capacités de communication orale et écrites en français ;

- Être capable de travailler en équipe multidisciplinaire ;

- La connaissance de l'anglais et des langues nationales sera un atout.

IV. Durée de la mission

La durée du contrat est de 12 mois à temps plein à partir de la prise de service avec une période d'essai de 3 mois. Le contrat pourra être renouvelé pendant la durée du projet, en fonction de la performance.

V. Dossier de candidature

L'Unité de Gestion du Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ), invite les candidats à fournir en français un dossier de candidature comprenant, un CV détaillé à jour et concis sur support papier et /ou par voie électronique (Word ou pdf), une lettre de motivation, la photocopie des diplômes, et une ou des attestations de travail si possible.

Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de références de ladite mission, tous les jours ouvrables de (lundi à vendredi) de 8 heures à 16 heures, à l'adresse ci-dessous.

VI. Méthode de sélection

La sélection du consultant se fera en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'investissement (FPI) de la Banque Mondiale cinquième édition de septembre 2023.

Les dossiers de candidature doivent être déposés sous plis fermés en quatre exemplaires dont un original à l'adresse ci-dessous au plus tard le 25 juillet 2024 à 16h 00 et porter clairement la mention « Candidature au poste de Responsable en Communication du PSIPJ »

Bureau Passation de Marchés

A l'attention du Coordonnateur

Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ). Unité de Gestion.

Adresse : 06, rue LOCKO Isaac, secteur Blanche Gomes, arrondissement 2 Baongo Brazzaville.

Adresse électronique : contact@psipj.com

Fait à Brazzaville, le 10 juillet 2024

Le Coordonnateur,
Antoine Regis NGAKEGNI

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT



AVIS DE VACANCE DE POSTE

(Interne et Externe)
Les valeurs fondamentales des Nations Unies
Intégrité, Professionnalisme et Respect de la diversité

Le Bureau de la Représentation du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en République du Congo à Brazzaville recrute pour le compte de l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) :

Titre du poste	Durée et type de contrats	Lieu d'affectation	Date de prise de fonction
Assistant(e) Administratif(ve) et Financier(e) au Programme (1 poste)	Type de contrat : Contrat de Service (SC) ; Grade : SB3 ; Durée : 6 mois	Brazzaville	Dès que possible

Les candidatures doivent être postées directement en ligne à travers le lien ci-dessous :

Assistant(e) Administratif(ve) et Financier(e) au Programme

https://estm.fa.em2.oraclecloud.com/hcmUI/CandidateExperience/en/sites/CX_1/job/19207?utm_medium=jobshare

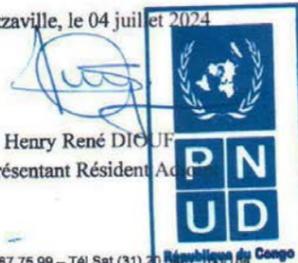
Les candidatures féminines répondant au profil recherché sont vivement encouragées.

NB : Seuls les candidats répondant au profil du poste publié seront contactés.

La date limite de transmission des candidatures est fixée le 20 juillet 2024.

Toute demande de clarification devra se faire uniquement par écrit. Le service chargé des Ressources Humaines répondra par écrit via l'adresse email suivante : siv.bikindou@undp.org

Fait à Brazzaville, le 04 juillet 2024



ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN

OU



SCANNEZ
LE QR CODE

SOMMET BAD-JICA

Les deux institutions peaufinent leurs priorités avant la Ticad 9

Des dirigeants de la Banque africaine de développement (BAD) et de l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica) se sont réunis à Tokyo pour s'aligner sur les grandes priorités. La BAD et la Jica ont souligné le besoin crucial de mécanismes de financement mixtes et innovants pour soutenir les efforts de l'Afrique dans la lutte contre les changements climatiques.

Lors d'une réunion tenue à Tokyo en juin dernier, les deux parties ont convenu que l'octroi de prêts concessionnels plus productifs aux gouvernements africains ne constituait qu'une partie de la solution et ont souligné l'importance de la mobilisation des ressources intérieures et du renforcement des capacités institutionnelles de gestion de la dette. Les discussions ont permis aux deux institutions de préparer le 9^e sommet de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Ticad 9), qui se tiendra à Yokohama, en août 2025. Les discussions ont principalement porté sur les progrès accomplis dans la réalisation de l'ob-

jectif de l'EPISA 5, qui vise à mobiliser cinq milliards de dollars entre 2023 et 2025, avec des investissements prioritaires dans l'électricité, la santé, la connectivité et l'agriculture. Ils ont également examiné les progrès réalisés dans le cadre de projets cofinancés, notamment au Nigeria, en Mauritanie et au Maroc, reconnaissant l'importance de mécanismes de financement innovants pour relever les défis environnementaux. Abordant la question de la gestion de la dette en Afrique, le vice-président senior de la Jica, Naoki Ando, a mis l'accent sur la nécessité de renforcer les capacités de gestion des finances publiques et d'accorder des financements

concessionnels plus productifs aux gouvernements africains. L'économiste en chef de la BAD, Kevin Urama, a souligné les efforts déployés par la Banque pour renforcer les capacités de gestion de la dette dans des pays tels que le Mozambique, la Zambie et le Zimbabwe. La BAD a présenté ses domaines d'intervention dans le développement du secteur privé : l'industrialisation, le développement des petites et moyennes entreprises et l'entrepreneuriat axé sur les jeunes, y compris son initiative de banques d'investissement pour l'entrepreneuriat des jeunes. La Jica a exprimé son intérêt pour les possibilités de coopération, en particulier au Nigeria et en Éthiopie.

Le développement des corridors de transport a été un autre domaine essentiel, les discussions ayant porté sur des projets tels que le corridor de Lobito reliant l'Angola, la République démocratique du Congo et la Zambie ainsi que le corridor routier Abidjan-Lagos. En réponse à une présentation de la BAD sur son concept de « corridor intelligent », qui exploite les données et la technologie pour des opérations et une planification urbaine efficaces, les représentants de la Jica ont souligné que le développement des corridors et le développement urbain sont étroitement liés. La Jica a proposé d'explorer une collaboration plus poussée en matière

de sécurité alimentaire et de développement industriel afin d'accroître les impacts économiques du développement des corridors de transport. Dans le domaine de la résilience et de la diversification de la chaîne d'approvisionnement, les dirigeants de la BAD ont proposé des synergies entre les documents de stratégie pays et de stratégie d'intégration régionale de la Banque, et l'initiative Co-Creation for Common Agenda du ministère japonais des Affaires étrangères. Dans le cadre de la préparation de la Ticad 9, la Jica a mis en place quinze groupes de travail chargés d'explorer des sujets stratégiques qui seront examinés lors du sommet.

Noël Ndong

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT

Le Gafi épingle douze pays africains

Malgré des réformes engagées, le blanchiment et les activités terroristes continuent à gangrener l'Afrique, selon le Groupe d'action financière (Gafi). Douze pays africains sont pointés du doigt, en raison des déficiences stratégiques dans la lutte contre les flux financiers illicites.

Le Gafi cite le Burkina Faso, le Cameroun, la République démocratique du Congo, le Kenya, le Mali, le Mozambique, la Namibie, le Nigeria, le Sénégal, l'Afrique du Sud, le Soudan du Sud et la Tanzanie. Ces pays figuraient déjà dans la liste publiée en février, sous le nom « Liste grise ». Elle recense les pays qui se sont engagés à résoudre rapidement les déficiences identifiées dans des délais convenus, sous la surveillance du Gafi, malgré des progrès notables et appelle à des efforts supplémentaires en conformité aux normes internationales. Les secteurs à haut risque varient selon les pays, mais comprennent en gros les institutions financières, les entreprises et professions non financières désignées (casinos, agents immobiliers et commerçants de métaux précieux et de pierres précieuses).

Le Gafi attend des douze pays qu'ils renforcent la supervision des institutions financières et entreprises sur la



« Une supervision plus rigoureuse et ciblée, ainsi que des sanctions dissuasives en cas de non-conformité, permettra de mieux détecter et prévenir les activités illicites »

base d'une évaluation approfondie des risques spécifiques auxquels elles sont exposées. « Une supervision plus rigoureuse et ciblée, ainsi que des sanctions dissuasives en cas de non-conformité, permettra de mieux détecter et prévenir les activités illicites », recommande l'Institution. L'identification des véritables propriétaires et bénéficiaires derrière les entités juridiques est cruciale pour retracer les flux financiers illicites. L'accès rapide à ces informations précises reste un défi dans ces pays. Le Gafi attend de ces pays qu'ils assurent un accès rapide aux informations précises sur les bénéficiaires effectifs. Ces douze pays de la liste grise doivent également améliorer la mise en œuvre opérationnelle des sanctions financières ciblées liées au financement du terrorisme et de la non-prolifération des armes, conformément aux résolutions des Nations unies.

N.Nd.

ARRÊT SUR IMAGE



Une trentaine de visiteurs venus à la découverte des arts du bassin du Congo au lendemain de la clôture de la première édition de la conférence internationale sur l'afforestation et le reboisement (Ciar) qui s'est tenue du 2 au 5 juillet 2024 à Brazzaville.

40^e ANNIVERSAIRE DES MUCODEC

Les travailleurs et élus unis autour d'une marche sportive

Le personnel des Mutuelles congolaises de l'épargne et de crédit (Mucodec), les élus, les partenaires, ainsi que leurs proches, ont marché côte à côte, le 7 juillet, à Brazzaville, allant de Mami-wata au rond-point Bolingo sur la corniche. Cette marche sportive portant sur la lutte contre la sédentarité s'inscrit dans le cadre des festivités du 40^e anniversaire des Mucodec lancées depuis juin dernier.

Ces personnes mobilisées ont parcouru deux fois trois kilomètres allant de Mami-wata au rond-point Bolingo, pendant environ une heure. Avant le départ de la marche sportive et l'arrivée, les marcheurs se sont livrés à des exercices d'étirements pour préparer les muscles aux efforts physiques, sous la conduite d'un coach. L'ambiance était bon enfant lors de ces phases, puisque les gestes d'étirement ont été rythmés par la musique.

Après une semaine de stress au travail acharné, la marche peut faire du bien au corps dans une ambiance entre collègues de services. L'initiative « Marchons pour

la santé avec Mucodec » va surtout aider à mieux se sentir au travail, a appuyé le docteur Odilon Andzouana. L'activité sportive est donc nécessaire pour maintenir le corps en bonne santé. « La non-pratique de l'activité physique, c'est-à-dire la sédentarité, contribue à l'émergence des maladies comme le diabète, les maladies cardiovasculaires, l'obésité... », a-t-il averti.

Une préoccupation qui trouve un écho chez le directeur général des Mucodec, Dieudonné Ndinga Moukala, exhortant ses collaborateurs à pratiquer l'activité physique de façon régulière. « Le sport est



une bonne chose ! Quand on travaille, un moment donné, il faudrait des activités physiques pour garder la forme. Nous avons commencé par une mini compétition de foot à Madingou (Bouenza), c'est pour démontrer l'importance du sport. C'est rare ce que les Mucodec sont en train de faire dans le cadre du 40^e anniversaire », s'est réjoui Dieudonné Ndinga Moukala.

L'initiative des dirigeants des Mucodec a aussi été appréciée par le personnel, en témoigne Emmanuel Boukoumou, un agent de la microfinance. La marche sportive a permis à cet habitué du terrain de foot de faire la connaissance de ses collègues évoluant dans d'autres caisses locales. Mais l'activité a surtout aidé

Marina Kaba, chargée de crédit à la Mucodec Baongo, de se relaxer les muscles. « C'est un moment fort de retrouver tout le monde, des cadres supérieurs aux simples agents », a-t-elle confié.

Lancées le 6 juin 2024 par la mini compétition de football et l'inauguration le 12 juin de la stèle des pionniers de la microfinance à Madingou, les festivités du 40^e anniversaire des Mucodec se sont poursuivies par le tirage au sort de la tombola et la marche sportive. Une journée Mucodec, à travers une conférence, sera organisée le 11 juillet à Brazzaville. Le point de chute de cette festivité sera la soirée de gala prévue le 12 juillet, en présence de la première dame Antoinette Denis Sassou N'Guesso.

CONGO-AFRIQUE DU SUD

L'ANC entend consolider ses relations avec le PCT

Arrivé au terme de son mandat après quatre années et demie en République du Congo, l'ambassadeur d'Afrique du Sud, Johnny Sexwale, qui est allé faire ses adieux le 10 juillet à Brazzaville au secrétaire général du Parti congolais du travail (PCT), Pierre Moussa, a souligné la nécessité de consolider les relations avec le Congrès national africain (ANC).

Pierre Moussa et Johnny Sexwale ont, au cours de leurs échanges, évoqué la récente visite que le secrétaire général du PCT a effectuée en Afrique du Sud. Une mission pendant laquelle Pierre Moussa a rencontré son homologue de l'ANC, Fikilé Mbalula, et a visité beaucoup d'endroits très importants en Afrique du Sud. Selon l'ambassadeur de ce pays, cette visite prouve à suffisance la profondeur des relations entre l'ANC et le PCT. « Nous avons également parlé de la coopération entre nos deux partis qui ont toujours des relations très fructueuses dont il faut toujours consolider de telle sorte



Entouré des membres du secrétariat permanent, Pierre Moussa s'entretient avec Johnny Sexwale/Adiac

qu'ils puissent continuer à travailler ensemble », a-t-il souligné à la sortie de l'audience.

Les deux personnalités ont également parlé des résultats des dernières élections en Afrique du Sud. Des élections à l'issue

desquelles l'ANC en est sortie victorieuse. Même si elle n'a pas obtenu la majorité absolue, le parti au pouvoir en Afrique du Sud a remporté 159 des 400 sièges de l'Assemblée nationale. « J'ai expliqué également au secrétaire

général qu'aujourd'hui l'Afrique du Sud a un gouvernement d'union nationale, ce qui n'est pas la première fois parce qu'en 1994, sous le président Mandela, nous en avons eu aussi », a conclu Johnny Sexwale, annon-

çant son départ : « Je lui ai donné une mauvaise nouvelle en lui disant que je suis en train de partir parce que j'ai fini mon mandat au Congo. Je suis très content, j'ai eu un très bon séjour au Congo. »

Parfait Wilfried Douniama

CIPCC 2024

Près de cent journalistes bouclent leur formation

Le programme de formation auquel ont participé 108 journalistes venus de 97 pays, notamment d'Afrique, d'Asie, du Pacifique, d'Europe et de l'Amérique latine, s'est achevé sur une note satisfaisante de la part des participants.

Organisée par le Centre international de presse et de communication de Chine (CIPCC), la formation qui s'est déroulée sur quatre mois a permis aux participants venus des quatre coins du monde d'acquérir une vision globale et approfondie de la Chine dans différents domaines. Ce, en vue d'échanger et de promouvoir une coopération pratique entre les médias chinois et étrangers. Cette initiative chinoise favorise la coopération entre les organisations médiatiques en Chine et les économies en développement et émergentes.

Plusieurs activités nationales et diplomatiques ont marqué ce séjour riche en expérience, découvertes et apprentissage sur le territoire chinois, notamment des conférences sur le développement socio-économique de la Chine, des visites culturelles dans la capitale et quelques provinces chinoises, des formations sur le journalisme. Une occasion pour les stagiaires d'avoir un aperçu des organisations médiatiques chinoises et des départements gouvernemen-



La photo de famille/DR

taux.

« Au cours de notre séjour, nous avons reçu une série de conférences qui ont théoriquement élargi notre horizon sur la Chine et jeté les bases de futurs étonnements. Nous avons visité douze provinces dans nos différents groupes et exploré des districts, des villes et des contés, une expérience qu'il serait difficile d'exprimer avec des mots... Les structures physiques, le respect de l'environnement, l'engagement en faveur de l'énergie verte et de zéro émission, le développement local, la préservation de

la culture, les cuisines, les réseaux routiers efficaces et le système de transport fonctionnel, une découverte impressionnante », a indiqué Bridget Chiedu Onoche, représentante des journalistes africains. Et d'ajouter : « Grâce aux informations reçues, nous avons sans aucun doute un nouveau regard sur la Chine, en particulier en ce qui concerne les relations bilatérales entre elle et nos pays respectifs »

Une Chine en évolution constante

De Pékin au Jiangsu en passant par Hainan, Fujian, Xin-

jiang, Shanghai, Zhejiang, Shaanxi et le reste des provinces visitées, un fait flagrant a résonné : le zèle patriotique du gouvernement et des citoyens en faveur du développement.

« L'amélioration du niveau de vie du peuple et un grand sentiment envers la protection environnementale. Chaque province s'efforce favorablement de surpasser les autres en terme de développement », a expliqué Wu Hailong, président de l'Association chinoise de diplomatie publique.

Le vice-ministre des Affaires étrangères, Hua Chunying, a

signifié qu'à travers ce voyage en Chine, le constat tiré est que le développement de haute qualité et l'ouverture de haut niveau de ce pays sont étroitement liés au monde. Pour lui, le développement de la Chine a apporté et continuera d'offrir davantage d'opportunités au monde.

« Nous continuerons de partager les opportunités de développement commun avec tous les pays. Quatre mois peuvent être courts dans la vie d'une personne. Mais au cours des quatre derniers mois, vous avez tous acquis une riche expérience en Chine. Je suis sûr que vous en savez désormais plus sur la Chine que de nombreux amis étrangers venus en Chine des dizaines de fois », a conclu Hua Chunying.

L'Association chinoise de diplomatie publique continuera à mettre en œuvre le programme du CIPCC, invitant davantage de journalistes des pays en développement et d'autres pays amis à participer au projet en Chine, ont assuré les organisateurs.

Gloria Imelda Lossele



AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES
DU BASSIN DU CONGO

ADIACTV

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAAC NEWSLETTER

L'information du Congo et de sa région en un **CLIC**



Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informés des principaux faits marquants de l'actualité.



SCANNEZ
LE QR CODE



ABONNEZ-VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso

Brazzaville - République du Congo

(+ 242) 05 532 01 09

info@lesdepechesdebrazzaville.fr

LÉGISLATIVES FRANÇAISES 2024

Carlos Martens Bilongo retrouve sa place dans l'hémicycle

Carlos Martens Bilongo, président sortant du Groupe d'amitié France-République démocratique du Congo, est l'un des trente-deux députés du Nouveau Front populaire élus dès le premier tour lors des législatives. Il représente depuis le 19 juin 2022 la 8e circonscription du Val-d'Oise. Lors de la journée d'accueil à l'Assemblée nationale, le 9 juillet, il a renoué avec ses missions parlementaires.

Les députés du Nouveau Front populaire se sont rendus mardi à l'Assemblée nationale, place du palais Bourbon, à Paris. Entre élus ou réélus Écologistes, Insoumis et Socialistes, c'était le premier accueil avant la rentrée parlementaire prévue au 18 juillet prochain.

Parmi eux, Carlos Martens Bilongo, député de la 8e circonscription du Val-d'Oise composée d'Arnouville-lès-Gonesse,



Projet de loi portant sur le devoir mémoriel rappelant le rôle de Brazzaville en tant que capitale de la France libre. Carlos Martens Bilongo milite pour la prise en compte du rôle central du bassin du Congo dans la Francophonie du fait de sa démographie et de sa jeunesse d'ici à 2050.

Bonneuil-en-France, Garges-lès-Gonesse, Sarcelles Nord-Est, Villiers-le-Bel. Villiers-le-Bel où il est né le 31 décembre 1990 des parents d'origine de la République démocratique du Congo pour le père et angolaise pour la mère.

Féru d'histoire, en appui avec des historiens et chercheurs, il projette élaborer une loi portant sur le devoir mémoriel rappelant le rôle de Brazzaville en tant que capitale de la France libre. Carlos Martens Bilongo milite pour la prise en compte du rôle central du bassin du Congo dans la Francophonie du fait de sa démographie et de sa jeunesse d'ici à 2050.

En tant que président du Groupe d'amitié France-République démocratique du Congo, il était du voyage lors de la mission du président Emmanuel Macron à Kinshasa, le 4 mars 2023.

Marie Alfred Ngoma

DIPLOMATIE

L'APF condamne l'agression rwandaise

Une victoire diplomatique. C'est le moins qu'on puisse dire de la participation du président de l'Assemblée nationale, Vital Kamerhe, à la 49e session de l'Assemblée parlementaire francophone (APF) qui se tient à Montréal, au Canada, du 3 au 11 juillet.

Pour la première fois, l'APF a condamné, en des termes clairs, l'agression dont est victime la République démocratique du Congo (RDC) de la part du Rwanda et ce, sous la présidence de la Rwandaise Louise Mushikiwabo. Personne, au départ de Kinshasa, ne pouvait imaginer un tel scénario vu l'emprise qu'exerce le Rwanda sur cette institution. Qu'à cela ne tienne.

Le levier de la diplomatie parlementaire activé par Vital Kamerhe, appuyé par un lobbying soutenu, a permis de faire bouger les lignes. Trente quatre États membres ont condamné l'agression rwandaise en RDC ainsi que des millions des morts qui en découlent tel que cela révélé dans le dernier rapport des experts des Nations unies. Pour revenir au plaidoyer du

chairman de la chambre basse du Parlement tenu devant ses pairs, il y a lieu de relever sa dénonciation du silence assourdissant de la communauté internationale sur le drame de l'Est de la RDC. Vital Kamerhe a appelé à des sanctions contre l'Ouganda et le Rwanda qui font cause commune pour piller les richesses naturelles congolaises avec la complicité des puissances occidentales. Il a stigmatisé l'attitude de la secrétaire générale de la Francophonie qui continue d'ignorer la guerre en RDC alors que son pays a pré-positionné quatre mille hommes de troupe sur le sol congolais, avec un équipement militaire sophistiqué.

Sylvain Andema

SÉNAT

Joseph Kabila menacé d'invalidation

Depuis le 28 juin, la chambre haute du Parlement a adopté son règlement intérieur. L'heure est à présent à l'application des dispositions prises et, à ce sujet, le cas du sénateur à vie, Joseph Kabila, est déjà sur la sellette à cause de ses absences répétées aux travaux de l'institution.

Adoptée quasiment à l'unanimité, la nouvelle loi organique astreint notamment le sénateur à vie de participer aux travaux en commission. Au-delà des avantages qui lui sont accordés, il est dorénavant soumis à des obligations, entre autres, de participer aux travaux de toutes les commissions du Sénat. Par conséquent, les sénateurs absents n'ont plus d'excuses au regard des nouvelles dispositions. En effet, toute une session sans justification valable entraîne l'invalidation, ou mieux, la perte du mandat. Ayant brillé de son absence toute la législature passée, l'ancien président de la République, Joseph Kabila, est déjà pointé du doigt comme potentielle victime devant subir la rigueur de cette mesure. L'équation se complique également pour lui du fait qu'il a appelé ses partisans à ne pas participer au processus électoral de 2023 qu'il a estimé non crédible. De la sorte, la logique voudrait qu'il ne prenne pas part aux travaux du Sénat issu d'un processus électoral qu'il a contesté. À noter que ces nouvelles dispositions modifient la loi portant statut de l'ancien président de la République.

S.A.

Trente quatre États membres ont condamné l'agression rwandaise en RDC ainsi que des millions des morts qui en découlent tel que cela révélé dans le dernier rapport des experts des Nations unies.

ROUTE KANANGA-KALAMBA-MBUJI-MAYI

Lancement des travaux de bitumage

La seconde phase des travaux de bitumage et modernisation de la route Kananga-Kalamba-Mbuji-Mayi a été lancée récemment dans la ville de Kananga par le ministre d'État, ministre des Infrastructures et Travaux publics, Alexis Gisaro.

La première phase du projet a été lancée par le président de la République, en septembre 2022, avec la promesse d'offrir à la population de l'espace Grand Kasai une route bitumée pour le connecter au corridor régional donnant accès au réseau routier revêtu de l'Angola, afin d'atteindre les ports maritimes de Luanda, voire de Lobito, à l'océan Atlantique.

Pour le ministre d'État, en charge des Infrastructures, les travaux initialement lancés avaient été conçus pour être exécutés en deux phases, dont la première, avec une route en terre, afin d'assurer rapidement l'établissement du trafic, et la seconde, avec une route revêtue. Cependant, suite à des défis de financement conséquents dans les échéances requises, la première phase n'a pas produit les résultats escomptés, et cela a rallongé l'attente et l'exaspération de la population.

« Cette fois-ci, avec la volonté de la plus haute autorité du pays, ce projet a été inscrit dans les urgences des financements déjà disponibles du Programme sino-congolais. Voilà pourquoi, les travaux que nous allons lancer tout à l'heure, avec l'assurance de l'atteinte des résultats, revêtent une signification toute particulière, du fait qu'ils consacrent directement la



Alexis Gisaro lançant les travaux/DR

construction d'une route revêtue, dotée des assainissements appropriés », a indiqué le ministre d'État, Alexis Gisaro. De ce fait, cette route Kananga-Kalamba-Mbuji vise à donner à l'espace Grand Kasai l'accès aux facilités du commerce international en le connectant, par route, aux ports maritimes. Il s'en suivra la création de plusieurs opportunités économiques.

« Je puis citer les emplois directs et indirects ; l'augmentation du trafic des personnes, des biens et services ; l'accroissement de la production agricole par la facilité d'accès ; la facilité d'approvisionnement en biens et denrées de grande consommation. Toutes ces nouvelles opportunités entraîneront une nette augmentation des

recettes publiques liées à l'accroissement du trafic, aux multiples services, aux activités douanières, etc », a ajouté le ministre d'État, ministre des Infrastructures et Travaux publics. Concernant l'exécution des travaux de modernisation de cette route, Alexis Gisaro a souligné que longue de 230 km, elle a bénéficié des études réalisées avec le concours du bureau d'études BKA, de renommée internationale, sous l'égide du BCeCo et validées par son ministère. Quant à la couverture financière, la Sicomines s'en chargera.

Appel au professionnalisme
S'adressant aux entreprises SISC et Sinohydro en charge de différents lots des travaux, Alexis Gisaro les a appelées au professionnalisme et de tout

mettre en œuvre pour réaliser les ouvrages attendus dans la qualité, dans le délai, dans le coût et dans la satisfaction des usagers de la route par le maintien du trafic tout au long de l'exécution des travaux.

Pour sa part, le directeur général de l'Agence congolaise des Grands travaux, Nicolas Nzau-Nzau, a rappelé que le trajet Kananga-Kalamba-Mbuji, qui actuellement nécessite 72 heures de route, soit trois jours, ne prendra plus que 4 heures, soit un gain de 68 heures, ou près de deux jours et demi.

Dans le même ordre d'idées, il a détaillé les caractéristiques techniques de la nouvelle route, qui comprendra notamment une route de 1x2 voies de 230 km de long, deux ponts en béton d'une longueur totale de

140 m, et une largeur de bande de roulement de 7 m.

Signalons que d'autres travaux routiers sont en cours ou vont incessamment être lancés afin de poursuivre le désenclavement de l'espace Grand Kasai, à savoir les travaux de bitumage en cours de la RN1, sur le tronçon Kamuesha - Kananga (150 km), sous financement de l'Union européenne, pour assurer la poursuite de la connexion de l'espace Grand Kasai, à la partie Ouest du pays, dont la capitale Kinshasa, avec possibilité de connecter le port de Matadi et celui en eaux profondes de Banana, en cours de construction ; les travaux de bitumage du tronçon Kananga-Mbuji-Mayi (sur 135 km), qui vont être lancés incessamment, essentiellement sous le financement de la Banque africaine de développement; les travaux de bitumage de la section Mbuji-Mayi-Luena-Nguba (sur 900 km), toujours dans le cadre du Programme sino-congolais, pour connecter, par voies revêtues, l'espace Grand Kasai à l'espace Grand Katanga, et permettre des approvisionnements en tout genre de produits de par les connexions existantes entre l'espace précité et différents ports maritimes tant de l'Afrique australe que de l'Afrique de l'Est.

Blandine Lusimana

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr

LEADERSHIP FÉMININ

Le roman « Obi Ocha » au centre d'une conférence

La conférence sur le leadership féminin, à travers le roman de 70 pages « Obi Ocha » de l'écrivaine congolaise Méouka Messonika, paru aux éditions Les Impliqués, a été animée par les Drs Paul Kananura et Modri Delesse Schwisenberg, le week-end dernier à Brazzaville.

L'inspiration romanesque renouvelle sans cesse le débat sur la problématique du leadership féminin, où les choix reflètent les espoirs des femmes et ne véhiculent pas uniquement leurs peurs de l'avenir, a indiqué le Dr Paul Kananura, président de l'Institut Afrika Mandela. Pour lui, le roman « Obi Ocha » propage des valeurs féminines par excellence. Cette quête de l'excellence et du surpassement se traduit tant et si bien en page 23 lorsque Mme Méouka Messonika sublime Obi Ocha en disant : « Il était lui. Irrésistiblement lui. Preux chevalier. La galanterie affûtée. Les attentions décaplées. Je l'ai observé longtemps. Captivée que j'étais par cet homme qui m'avait pour ambition ».

Le roman « Obi Ocha », fait savoir le Dr Paul Kananura, se trouve au centre des valeurs des femmes qui déterminent ce qu'elles cherchent à réaliser et atteindre comme actions afin de pouvoir satisfaire les principaux besoins de la société... Le Dr Paul Kananura souligne que la valeur revêt une importance capitale pour le leadership féminin. Sa quête est toujours essentielle pour l'épanouissement et l'aisance de la personne concernée pour donner du sens à l'action formatrice ou transformatrice... Ce roman, dit-il, devient une force motrice qui aide à surmonter les obstacles et à saisir les opportunités qui se présentent pour réaliser nos objectifs et missions, quelle que soit leur envergure. C'est une



L'auteure dédicant son ouvrage/DR

guidance qui permet de naviguer dans les complexités de la vie avec une sagesse clairvoyante.

Après le Dr Paul Kananura, s'en est suivie l'intervention de l'écrivaine Méouka Messonika, auteure du roman. Elle a expliqué la philosophie de son roman, bref, sa vision, ses objectifs et ses rêves sans regrets et ni remords. « Mieux vaut des remords que des regrets. En effet, lorsque sera venu l'inévitable moment du bilan de sa vie, lister les « Et si j'avais ... » n'est-il pas moins engageant que de sourire, voire de franchement rire en se remémorant les « Je n'aurai peut-être pas dû ... ? », peut-on lire à travers cet ouvrage. Oser penser, oser dire, oser faire, oser tomber, oser se faire mal, oser être grisé ... oser vivre. Le choix des remords possibles, c'est ce que les deux protagonistes de cette histoire ont fait, chacun à sa manière. M. a de surcroît fait le choix de

livrer sa version de leur histoire d'amour à « Obi Ocha », celui avec lequel elle l'a vécue.

« Obi Ocha », un plaidoyer pour des relations saines

La cérémonie a été clôturée par le mot du Dr Modri Delesse Schwisenberg, écrivaine, présidente du Cercle des lettres et des avocats francophones, console à Paris. Elle s'est appesantie sur l'émergence de l'écriture et l'impact du roman dans la promotion du leadership féminin dans une société en mutation. Pour elle, le roman « Obi Ocha » contribue au débat sur les approches de promotion du leadership féminin, de la pensée féminine, de l'influence des femmes à travers l'écriture avec une philosophie centrée sur « des remords que des regrets » de l'inévitable bilan de la vie. Il renouvelle l'engagement avec une audace d'oser faire ce qui est bon pour soi. C'est exactement cette audace, ce

charisme, cette détermination rompue à toutes épreuves qu'a incarné Mme Méouka Messonika, a-t-elle dit. Avant d'ajouter que bâtir à tout prix ce lien si solide et fragile à la fois rappelle les sens de l'humain et la vie tout court. C'est justement en cela que s'inscrit le leadership féminin rêvé par Mme Méouka Messonika lorsqu'elle révèle, en page 14 de son roman : « Tu m'as révélé à moi-même. Je ne me savais pas si belle, si extraordinaire, si précieuse. Je ne savais pas si forte, si puissante, si femme ! ».

Le Dr Modri Delesse Schwisenberg estime que le roman « Obi Ocha » est un plaidoyer pour des relations saines et un leadership à toute épreuve. Il incite les femmes à exprimer leurs points de vue et à exercer le leadership féminin avec audace et détermination pour réinventer les paradigmes progressistes afin d'inspirer la future génération et la société.

té... Le leadership féminin est au cœur des livres et romans pour stimuler ainsi une réflexion innovante sur la manière dont les femmes peuvent influencer positivement un monde en constante mutation. Le dialogue des écritures favorise la compréhension, l'inspiration et l'action en faveur de changement des mentalités et d'état d'esprit pour encourager le leadership des femmes... « ... Je refuse donc de vous abandonner dans ce parcours si difficile mais qui est possible et que nous rendrons possible. L'écriture est donc cette âme transversale où l'on va à la rencontre de l'inconnu et de certitude. C'est la somme des deux qui donne le mouvement et l'effervescence à la vie », a-t-elle conclu.

L'un des moments forts de cette conférence agrémentée sur fond de la musique de l'orchestre symphonique de Brazzaville a été la remise du tableau à l'auteure du roman par le Dr Modri Delesse Schwisenberg. Méouka Messonika est née au Congo. Après avoir suivi des études de droit et de langues étrangères appliquées (spécialité anglais), elle s'est ensuite réorientée vers les sciences politiques et les relations internationales pour se spécialiser dans les affaires internationales et les politiques de développement. Ayant toujours été habitée par l'amour des lettres et des mots, elle a fait le choix de se lancer dans l'écriture de son premier manuscrit, « Obi Ocha ».

Bruno Zéphirin Okokana

APPEL OUVERT

Un dispositif d'aide pour les artistes et opérateurs culturels africains

L'appel est destiné aux artistes, aux compagnies et opérateurs culturels de la société civile établis sur le continent africain, aux services de coopération et d'action culturelle, aux Instituts français, Alliances françaises, et Centres culturels binationaux.

Le dispositif d'aide à projets soutenu par le réseau culturel français vise à accompagner les projets de création et de diffusion des artistes, des opérateurs culturels en appuyant les festivals et les grandes manifestations culturelles présentant une dimension régionale sur le continent.

Les soutiens à la création artistique concernent des projets d'une ambition régionale ou internationale ; la diffusion et la circulation de projets (expositions, ateliers) ; les projets numériques inno-

vants et écoresponsables ; les tournées régionales concernant des projets d'artistes et de compagnies établis sur le continent africain ou encore des projets de coopération en co-création dans les différents champs du spectacle vivant, de la musique, du cirque et des arts de la rue.

Ces projets de tournées doivent être portés par un opérateur ou une compagnie africaine et doivent se faire en plusieurs dates sur le continent (au moins cinq ou six dates dans un minimum de trois pays).

Les disciplines concernées sont l'architecture, le paysage et l'urbanisme, les arts de la rue, les arts visuels, le cirque, la danse, le design, les formations artistiques, la formation aux métiers de la culture, les marionnettes, les métiers d'art, la mode, le musée et le patrimoine, la musique classique et contemporaine, les musiques actuelles et jazz, le patrimoine culturel immatériel, la performance, la photographie pluridisciplinaire, le théâtre.

Les projets seront examinés selon les critères suivants : di-

mension régionale impliquant plusieurs pays et partenaires du continent ; collaborations ou échanges artistiques ; projets portés par des artistes ou opératrices ou à destination des femmes ; démarche co-responsable.

Les participants ou participantes sont encouragés à soumettre leurs candidatures en ligne sur la plateforme de l'Institut français jusqu'au 30 octobre 2024 pour les demandes de mobilités à l'adresse suivante : www.ifprog.emundus.fr

Les documents à joindre : for-

mulaire en ligne à compléter, un dossier de présentation du projet accompagné d'un portfolio, des images ou des vidéos, une lettre (courrier ou e-mail) de soutien de l'ambassade, de l'Institut français ou de l'Alliance française partenaire.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site web ou contacter l'adresse suivante : info@institutfrancais.com.

Attention pour les projets qui débuteraient en début d'année 2025.

Rosalie Tsiankoleta Bindika

TOP TAX INTERNATIONAL SCP

Tél. : 242 05 377 49 49
E-mail : Taxconsultant1000@gmail.com

Constitution de Société
FERME AFRICAINE CONGO
Société par Actions Simplifiée (SAS)
Siège social : BRAZZAVILLE, centre-ville, App A 1, Tour JTK, Q. Clairon.

CONSTITUTION DE SOCIETE

Par actes notariés en date du sept (07) mai 2024, reçus par Maître J. Giscard L. BAVOUEZA- GUINOT, Notaire à Brazzaville, il a été constitué une société ayant les caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : FERME AFRICAINE CONGO ;

FORME SOCIALE : Société par Actions Simplifiée (SAS) ;

OBJET : L'agriculture vivrière, l'agriculture destinée à l'industrie ou l'exploitation, l'élevage et la chasse, les activités annexes à l'agriculture, l'élevage et la chasse ;

SIEGE SOCIAL : Brazzaville, centre-ville, App A 1, Tour JTK, Q. Clairon ;

DUREE : Quatre-vingt-dix-neuf (99) ans à compter de la date d'immatriculation ;

CAPITAL : Cinq millions de Francs (5.000.000 F) CFA, divisés en cinq cent (500) actions de valeur nominale de dix mille francs (10 000 F) CFA chacune, toutes souscrites et entièrement libérées par apport en numéraire ;

PRESIDENT : M. SANCHEZ Jean François Henri Richard ;

DEPOT AU GREFFE : n°CG-BZV-01-2024-B-00629 du 12/06/2024 ;

IMMATRICULATION AU RCCM : n° CG-BZV-01-2024-B 16-00009 du 21/06/2024.

Pour Avis, le Conseil.

NÉCROLOGIE

Paul Kambo, ancien agent des Imprimeries Saint-Paul et des Dépêches de Brazzaville informe les parents, amis et connaissances du décès de son épouse Kambo Gilmo Cécile, survenu le 27 juin à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°79, rue Kouyou à Poto-Poto (rfce : croisement avenue Marien-Ngouabi et rue Mbochis).

Programme des obsèques

Jeudi 11 juillet
9h00 : levée de corps à la morgue municipale du CHU ;
10h00 : recueillement au domicile familial ;
12h00 : départ pour l'église Sainte-Anne ;
14h00 : départ pour le cimetière Jérusalem de Kintélé ;
16h00 : fin de la cérémonie.



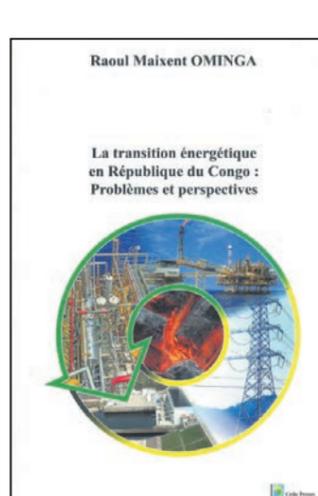
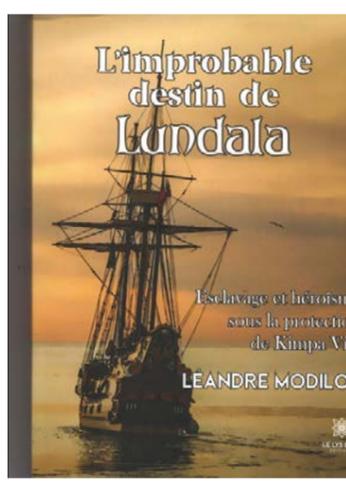
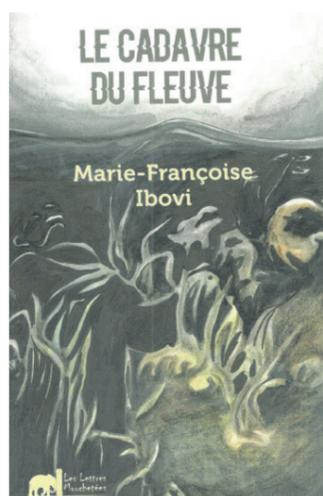
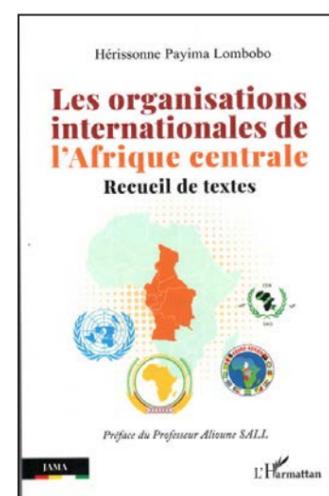
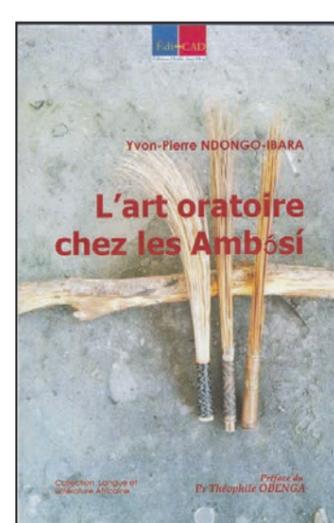
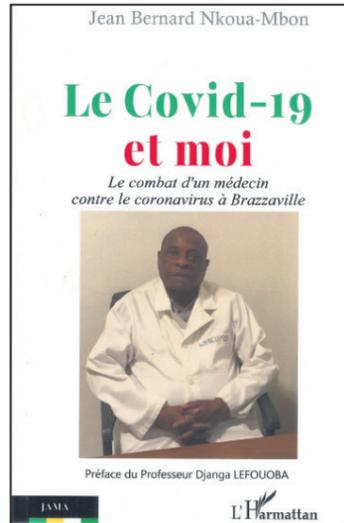
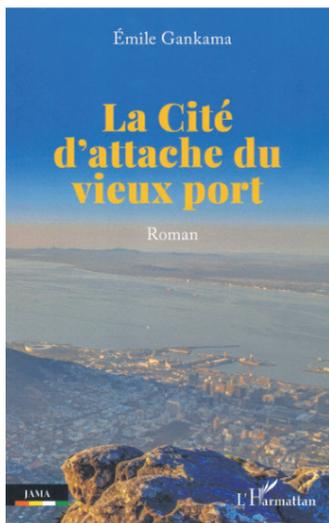
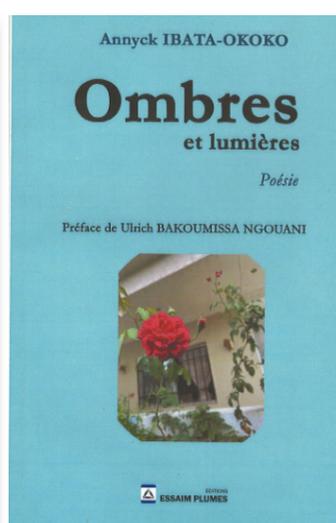
Arcade Arnaud Bikondi, agent des Dépêches de Brazzaville, les familles Ntoumou, Ondongandzo, Kevouomo et Ngabomi ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur fils, neveu, oncle, père, grand-père et époux, Gaston Kaleyeoyagui, survenu le 26 juin au CHU de Brazzaville.

La veillée mortuaire a lieu à son domicile sis au n°29 de la rue Loufoula (Arrêt de bus la Ferme Mikalou).

Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.



EN VENTE



HYDROCARBURES

Ouverture de la réunion de fixation des prix

Les travaux de la réunion de fixation des prix des hydrocarbures comptant pour le deuxième trimestre 2024 ont débuté, ce 10 juillet, à Pointe-Noire, en présence de Macaire Batchi, directeur de cabinet du ministre des Hydrocarbures, des représentants des sociétés pétrolières et des experts. Ceux-ci s'achèveront le 12 juillet.

Ouvrant les travaux de cette rencontre, le directeur de cabinet du ministre des Hydrocarbures a signifié que le pétrole congolais, en particulier le Djeno Mélange, est au centre de l'attention du gouvernement. Ce brut, principalement vendu sur les marchés asiatiques, sera au cœur des discussions pour fixer les meilleurs prix possibles lors de cette réunion.

« Pour continuer à optimiser la production pétrolière, l'Etat a autorisé des transactions de cession, comme celles de certains permis ENI cédés à Perenco, et d'autres en cours avec TotalEnergies. L'objectif est de permettre à chaque acteur de contribuer à des projets alignés avec leur plan stratégique de



Les participants à la réunion Adiac

développement, tout en étant en syntonie avec la stratégie nationale de rendre accessibles des actifs pétroliers à de nouveaux intervenants » a-t-il déclaré.

Nous encourageons aussi, poursuit-il, les activi-

tés d'exploration actuellement menées en offshore et onshore, dont le projet phare est le forage du puits d'exploration sur le permis Marine XX, en mer très profonde, opéré par TotalEnergies, avec des niveaux antésalifères

d'un grand intérêt. Tous ces projets d'exploration représentent l'avenir de notre industrie, car ils nous permettront d'ajouter, nous l'espérons, des volumes significatifs de nouvelles réserves de pétrole et de gaz.

Pour sa part, s'exprimant au nom des sociétés Kontinent Congo et Hemla E&P Congo, Jean-Claude Ngambou, directeur général de Hemla E&P Congo, a rappelé que c'est en se conformant à la réglementation et aux contrats de partage de production que la République et les sociétés pétrolières se rencontrent durant trois journées pour déterminer, d'un commun accord, pour chaque qualité d'hydrocarbures liquides produite au deuxième trimestre 2024, le prix fiscal pour chaque mois. « A l'occasion de cette rencontre, les participants passent en revue l'évolution de l'économie mondiale et la dynamique des marchés pétroliers », a-t-il déclaré.

Séverin Ibara



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un Espace de Vente: Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.

Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert
DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



AUF-CONGO

Des étudiants en formation sur la gestion des projets numériques

Pour permettre aux étudiants de ne pas être en marge de la transformation numérique que connaît le monde dans différents domaines, le bureau national de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) organise à son siège, du 9 au 12 juillet à Brazzaville, un atelier sur la gestion des projets numériques.

L'atelier sur la gestion des projets numériques s'inscrit dans le cadre des activités du deuxième trimestre de l'AUF-Congo, a expliqué le Pr Edouard Ngamoutsika, représentant de l'AUF-Congo. « L'objectif est de mettre à la disposition des étudiants, venus des établissements membres de l'AUF, des outils de base pour la gestion d'un projet dans le domaine du numérique », a-t-il précisé. Il est, pour ainsi dire, question de permettre à ces étudiants de comprendre les principes fondamentaux de la transformation numérique afin de réussir dans un environnement professionnel de plus en plus axé sur le numérique.

Le cycle de vie d'un projet numérique ; les outils et techniques essentiels pour la gestion des projets numériques ; la compréhension des enjeux et des défis liés à la transformation numérique sont autant de problématiques sur lesquelles repose cet atelier. Les travaux ne sont pas que théoriques.



Des étudiants en formation/Adiac

Pour que les participants assimilent mieux les notions apprises, les études des cas

pratiques, des mises en situation et des exercices en groupe sont prévus.

A l'issue de cet atelier, les étudiants qui y participent doivent être en mesure de

cerner, entre autres, les implications de la transformation numérique ; être capables de proposer des initiatives de transformation. Aussi doivent-ils contribuer de manière proactive à la mise en œuvre de la transformation numérique dans leur environnement.

Rominique Makaya

« L'objectif est de mettre à la disposition des étudiants, venus des établissements membres de l'AUF, des outils de base pour la gestion d'un projet dans le domaine du numérique »

PME

La caravane de l'entrepreneuriat lancée à Djambala

Après Ignié et Kintélé, la ministre des Petites et moyennes entreprises (PME) et de l'Artisanat, Jacqueline Lydia Mikolo, a lancé la troisième étape de la caravane de l'entrepreneuriat le 9 juillet à Djambala, chef-lieu du département des Plateaux.

Les jeunes de Djambala, tout comme ceux du reste du pays, sont appelés à entreprendre. « La caravane de l'entrepreneuriat est un outil d'accompagnement vers la concrétisation de vos projets d'entreprise. En tant que gouvernement, nous allons vous assister pour que vos rêves deviennent réalité et soient couronnés de succès », a fait savoir la ministre des Petites et moyennes entreprises et de l'Artisanat, Jacqueline Lydia Mikolo, s'adressant aux jeunes porteurs de projets du chef-lieu du département des Plateaux, lors du lancement de la caravane à Djambala en présence du ministre délégué, chargé de la Réforme de l'État, Luc Joseph Okio. L'objectif principal est d'enrôler les porteurs de projets, de les sensibiliser aux

opportunités de création d'emploi qui existent dans la localité, de les assister dans l'élaboration des plans d'affaires, a indiqué le directeur général de l'Agence de développement des très petites, petites et moyennes entreprises, Aimé Blanchard Linvani.

La caravane de l'entrepreneuriat qui se tient sur le thème « Jeunes, osez entreprendre » vise à inciter à l'entrepreneuriat en suscitant les vocations au sein de la couche juvénile ; à mettre



Les officiels et les bénéficiaires de la caravane à Djambala/Adiac

à la disposition des habitants des différentes localités des informations utiles à la création des entreprises ; à identifier les besoins en

renforcement de capacités des porteurs de projets et des entrepreneurs dans les localités par lesquelles la caravane va passer.

Djambala est la troisième étape de cette caravane de l'entrepreneuriat, mais pas la dernière. Elle va, en effet, se poursuivre dans les jours à venir vers Ngo et Gamboma, dans le département des Plateaux, avant de s'étendre dans d'autres localités, notamment Oyo et Owando dans le département de la Cuvette, Ouesso et Pokola dans la Sangha, Impfondo et Epena dans la Likouala.

R.M.

« La caravane de l'entrepreneuriat est un outil d'accompagnement vers la concrétisation de vos projets d'entreprise. En tant que gouvernement, nous allons vous assister pour que vos rêves deviennent réalité et soient couronnés de succès »